

Votes par procuration au Congrès: informez le Secrétariat avant le 20 août !

Les affiliés à jour de cotisations qui ne peuvent participer au Congrès ont la possibilité de donner pouvoir au/à la délégué/e d'un autre affilié de leur sous-région ou collège électoral pour voter en leur nom au Congrès. C'est ce que l'on appelle le vote par procuration.

Si vous souhaitez donner procuration au/à la délégué/e d'un autre syndicat de votre sous-région pour qu'il/elle vote au nom de votre syndicat au Congrès, vous devez en informer officiellement le Secrétaire général, par écrit, avant la date limite du 20 août. Après cette date, il ne sera plus possible de demander à voter par procuration pendant le Congrès.

Si vous souhaitez voter par procuration, veuillez écrire à Pauline.Chase@world-psi.org en précisant le nom de votre syndicat et votre pays, ainsi que le nom, le syndicat et le pays du/de la délégué/e à qui vous souhaitez donner procuration. Il est important de vérifier au préalable que la personne à qui vous donnerez procuration est bien autorisée à voter au Congrès.

Veuillez noter que chaque affilié participant et votant au Congrès ne peut exercer plus de trois votes par procuration d'autres affiliés.

El Salvador : Assassinat de Miguel Angel Vásquez Argueta



C'est avec une grande tristesse que l'ISP a appris l'assassinat de Miguel Angel Vásquez Argueta, Secrétaire aux finances du STSEL. Miguel Vásquez a disparu le mardi 17 juillet et son corps a été retrouvé le lendemain, portant les traces d'une mort brutale. L'ISP enverra bientôt un appel à l'action urgente à ses affiliés afin de leur demander de faire pression sur le Président Saca pour qu'il mette fin aux faits de violence à l'encontre de syndicalistes. Les dernières informations figureront sur le site Internet de l'ISP www.world-psi.org. L'ISP a déjà lancé très récemment un appel à l'action urgente (www.world-psi.org/urgentaction) au sujet des violences perpétrées dans ce pays lors d'une réunion publique de protestation contre la privatisation de l'eau, qui a fait l'objet d'une violente répression de la part de la police nationale. Le STSEL a participé activement à ces protestations contre la privatisation de l'eau.



Fidji : Grève des infirmières après l'échec des négociations

Les membres de l'affilié de l'ISP Fiji Nursing Association (FNA) se sont déclarés en grève à minuit le mardi 24 juillet suite à l'échec des négociations entamées avec le ministre par intérim de la Fonction publique Poseci Bune. L'ISP a adressé une lettre au FNA pour lui faire part de son total soutien dans ses revendications pour un salaire et des conditions de travail à la hauteur des compétences

des infirmières fidjiennes. Depuis sa prise de pouvoir lors d'un coup d'Etat en décembre dernier, le gouvernement militaire des Îles Fidji a réduit le salaire des fonctionnaires et diminué l'âge obligatoire de la retraite pour tenter de limiter les dépenses. Certaines infirmières envisagent de quitter les Îles Fidji pour aller travailler en Australie ou en Nouvelle-Zélande, où elles gagneraient mieux leur vie. Pour toute information générale et pour accéder à la lettre de soutien aux infirmières fidjiennes (en anglais), [cliquez ici](#).



Tchad : Poursuite de la grève dans le secteur public

La situation est toujours très instable au Tchad. Le gouvernement refuse de négocier avec les syndicats depuis que ces derniers ont opté pour la grève, début mai. Les employés du secteur public demandent la réévaluation de la grille des salaires de la fonction publique et l'augmentation du salaire minimum et des retraites. La situation économique du pays s'est également dégradée, en particulier pour les employés du secteur public, dont les salaires ne cessent de diminuer par rapport au coût de la vie et aux salaires du secteur privé. Le Secrétaire régional de l'ISP pour la région africaine, Têko Kpodar, a rendu visite aux affiliés de l'ISP du 9 au 15 juillet pour mieux appréhender la situation du Tchad et pour assurer les grévistes de la solidarité de l'ISP. Par ailleurs, l'ISP s'est associée à la plainte que la CSI a déposée auprès du Comité de la liberté syndicale de l'OIT. Le gouvernement tchadien a dressé une longue liste de travailleurs considérés comme fournissant des services essentiels et les a privés du droit de grève, ce qui est contraire aux Conventions 87 et 98 de l'OIT, pourtant ratifiées par le Tchad. Têko Kpodar, Chidi King et un représentant de la CSI ont rencontré le ministre tchadien du Travail pendant la Conférence de l'OIT, mais malheureusement cette réunion n'a pas eu d'issue positive pour les affiliés. L'ISP continuera de suivre la situation de près et de soutenir ses affiliés tchadiens.

Troisième circulaire relative au Congrès : maintenant disponible auprès de votre syndicat !



Au Secrétariat, nous avons été occupés à préparer la troisième circulaire relative au Congrès, qui sera envoyée cette semaine ; elle parviendra très prochainement à votre syndicat et à tous les participants. Nous attendons plus d'un millier de participants au Congrès, qui s'annonce tout à fait passionnant. Cette circulaire vous renseignera sur le programme des réunions préliminaires et sur le programme du Congrès ; elle comporte également les déclarations des deux candidats au poste de Secrétaire général, assorties d'une explication des procédures de vote, ainsi que les 22 projets de résolutions et les propositions d'amendements soumis au Congrès pour adoption. Vous trouverez aussi une liste de tous les ateliers organisés par l'ISP et des ateliers indépendants. Les participants peuvent désormais se préinscrire aux ateliers sur le site Internet du Congrès : www.psi100.org. Par ailleurs, cette adresse vous permet de télécharger tous les documents relatifs au Congrès. N'oubliez pas de signer le Livre d'Or du Centenaire et de contribuer au Fonds de solidarité du Centenaire. Nous nous réjouissons de retrouver tous les participants à Vienne.

Bienvenue à Che Cyprain au bureau de l'ISP en Afrique du Sud

L'ISP souhaite la bienvenue à Che Cyprain, le nouveau Coordinateur de projet pour l'Afrique australe, employé depuis le mois de juin. Che est originaire du Cameroun. Avant de travailler à l'ISP, il était comptable pour les projets du bureau sud-africain de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois. Che est impatient de travailler avec ses collègues de l'ISP dans le but d'atteindre les objectifs du projet d'UDIS en Afrique australe.



Bienvenue à Bernard Harbor



Nous avons l'honneur d'accueillir Bernard Harbor à l'ISP en tant qu'attaché de presse. Il travaillera à titre temporaire au bureau de Ferney. Il sera chargé de la presse et des communications concernant le Congrès de l'ISP, après quoi il regagnera son poste de responsable de l'information auprès de l'affilié irlandais IMPACT. Nous remercions IMPACT de nous apporter ce soutien supplémentaire. Bernard se mettra bientôt en rapport avec vous au sujet du travail relatif à la presse. Vous pouvez le contacter à bernard.harbor@world-psi.org.

Les dépenses de santé appauvrissent 150 millions de personnes à travers le monde



D'après une nouvelle étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au moins 150 millions de personnes à travers le monde doivent faire face chaque année à de graves difficultés financières pour se faire soigner. Les pays qui financent leur système de santé par un mécanisme de prépaiement, sous la forme d'impôts ou de primes d'assurance, par exemple, exposent moins leur population à cette situation que les pays qui financent leur système de santé par le paiement direct des soins par le patient. « Lorsqu'un pays compte essentiellement sur les sommes payées directement à des prestataires par les usagers pour financer son système de santé, il risque de voir sombrer ses habitants dans la pauvreté, selon David Evans, Directeur du Département de l'OMS consacré au financement des systèmes et services de santé. Cela peut obliger les gens à choisir entre les dépenses de santé et les dépenses pour des produits ou services de première nécessité tels que la nourriture, le logement ou l'éducation. » Ces difficultés financières se présentent aussi dans les pays à revenu élevé mais, au niveau mondial, plus de 90% des personnes confrontées à des dépenses de santé leur posant un problème financier vivent dans des pays à faible revenu. Pour en savoir plus (en anglais), cliquez [ici](#).



L'OMC doit faire peau neuve

En réaction à la parution de nouveaux textes de négociation à l'OMC, des organisations de la société civile du monde entier ont adressé une lettre à leurs ministres du Commerce respectifs pour les appeler à reconnaître l'échec du cycle de Doha. Voici en substance ce qui est dit dans cette lettre : « Nous estimons que le moment est venu de déclarer officiellement la fin du cycle de Doha pour les négociations à l'OMC et de réfléchir au type de règles commerciales multilatérales qui seraient nécessaires pour créer de l'emploi et favoriser le développement durable. » La lettre a été signée par plus de 90 organisations de la société civile,

dont l'ISP, dans plus de 35 pays.

Depuis le lancement du cycle de Doha en 2001, partout dans le monde on dénonce sa faible prise en compte des droits et des besoins des personnes. Manifestement, le modèle de commerce actuel ne permet pas d'atteindre les objectifs présumés du cycle de Doha, c'est-à-dire promouvoir le développement et soustraire des millions de gens à la pauvreté ; en outre, les membres de l'OMC ne pourront jamais trouver un terrain d'entente si les paramètres actuels restent en place. La lettre demande aux ministres du Commerce de :

Reconnaître l'échec du cycle de Doha ; instituer un moratoire de deux ans afin de laisser suffisamment de temps pour repenser le modèle et le processus des négociations commerciales mondiales ; encourager la réflexion et le débat publics avec les gouvernements et la société civile en faveur de la création de régimes commerciaux alternatifs. Pour lire cette lettre (en anglais), cliquez sur <http://www.tradeobservatory.org/library.cfm?refid=99258>



Rôle social, politique et économique des services publics en Europe

Trois institutions européennes organisent une conférence à Bruxelles les 19-20 novembre prochain pour évoquer le rôle que jouent les services publics au sein de l'Union européenne et la non-reconnaissance de ce rôle par la Commission européenne. En effet, cette dernière ne reconnaît pas les services publics en tant que tels, mais les considère comme des « services d'intérêt général » dont les priorités sont la concurrence, le marché intérieur et les politiques économiques et financières du pacte de stabilité et de croissance, et non la fourniture de services publics de haute qualité.

Cette conférence, qui est organisée par la FSESP, ETUI-REHS et SALTSA, présentera une « alternative au marché ». Etant donné que la commercialisation et la privatisation des services publics n'ont pas produit les résultats escomptés, il est désormais nécessaire de réévaluer le rôle des services publics en Europe, notamment de réexaminer les principes de base des politiques actuelles et de prendre en compte les conséquences politiques. Vous trouverez des informations complémentaires sur le site <http://www.epsu.org/a/3056>, ainsi que « l'appel à contributions » qui a été adressé à des chercheurs et à des universitaires pour collecter des documents relatifs au rôle des services publics.



L'Université mondiale du travail propose un diplôme de maîtrise pour les syndicalistes

Comme mentionné dans l'édition d'avril du Flash ISP, l'Université mondiale du travail propose dorénavant des cours à l'Université de Kassel et à la Faculté d'économie de Berlin en Allemagne, à l'Université de Wits en Afrique du Sud, et à l'Université de Campinas au Brésil. Les étudiants ont ainsi la possibilité de suivre des cours sur plusieurs campus différents, afin que la maîtrise universitaire sur la

mondialisation et le travail qu'ils obtiendront soit un diplôme reconnu au niveau international. Les cours sont dispensés en anglais, et il est préférable que les futurs étudiants soient âgés de moins de 40 ans. Les formulaires de candidature doivent être envoyés avant le 1er septembre 2007 pour le Brésil et l'Afrique du Sud, et avant le 1er avril 2008 pour l'Allemagne. Pour de plus amples informations, allez sur <http://www.global-labour-university.org/>.

Le Parlement espagnol demande des comptes à ses représentants à la Banque mondiale et au FMI



Le 30 mai, le Parlement espagnol a adopté une proposition demandant au pouvoir exécutif de rendre compte au Parlement, tous les ans, des positions adoptées par l'Espagne à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. Le gouvernement devra également faire part des décisions prises par les institutions financières internationales vis-à-vis de la dette extérieure, de la lutte contre la pauvreté et des Objectifs du Millénaire pour le développement. Cette proposition appelle aussi à une meilleure transparence des ressources financières allouées par l'exécutif à la Banque mondiale et au FMI. Elle vise à améliorer le contrôle du Parlement sur les politiques préconisées par l'Espagne au sein de ces institutions, et elle cherche à établir davantage de transparence et de cohérence dans la politique générale de développement menée en Espagne. Voici le lien vous permettant d'accéder à cette résolution parlementaire (en espagnol) : http://www.eurodad.org/uploadedFiles/Whats_New/News/Representants%20espanyols%20FMI%20i%20Banco%20Mundial.doc

Les syndicats ont contribué au succès de l'économie irlandaise



L'affilié irlandais IMPACT a financé un nouvel ouvrage qui révèle que le partenariat social a largement contribué à la vie politique, économique et sociale irlandaise. Écrit par trois journalistes spécialisés dans le monde du travail et très reconnus en Irlande, l'ouvrage s'intitule *Saving the Future: How Social Partnership Shaped Ireland's Economic Success* (Sauver le futur : comment le partenariat social a participé au succès économique de l'Irlande) et évoque le rôle joué par le partenariat social dans le développement économique et social en Irlande sur une période de 21 ans. Il s'appuie sur plus de 40 nouveaux entretiens avec des acteurs importants, notamment des hauts responsables politiques, des syndicalistes, des dirigeants d'entreprise et des fonctionnaires. Vous pouvez recevoir *Saving the Future* pour €15 (Irlande), €18 (Europe) ou €21 (reste du monde) – frais de port compris. Contactez Roisin Nolan à l'adresse rnolan@impact.ie ou écrivez à IMPACT, Nerney's Court, Dublin 1, République d'Irlande.

Retraites du secteur public et problème du vieillissement du service public



A l'heure où de nombreux fonctionnaires expérimentés partent à la retraite, il est difficile d'attirer et de retenir les capacités au sein du service public, ce qui pose un problème de plus en plus crucial dans bon nombre de pays de l'OCDE. Un récent rapport de l'OCDE étudie de quelle manière la réforme des retraites peut aider à faire face à cette difficulté.

Le rapport, qui s'intitule *Public Sector Pensions and the Challenge of an Ageing Public Service* (Retraites du secteur public et problème du vieillissement du service public) explique que l'élément principal de la réforme des retraites pour répondre au problème du vieillissement consiste à motiver et inciter les personnels qualifiés à rejoindre le secteur public, ou à y rester et à occuper un emploi flexible, à la fois dans le secteur public et privé. La réforme des retraites prévoit des mesures pour encourager les employés qualifiés âgés à travailler plus longtemps, en proposant à ces employés un supplément de retraite, et en cherchant à élever l'âge du départ à la retraite. Toutefois, il existe des obstacles au libre transfert des personnes désireuses de poursuivre une carrière à la fois dans le secteur public et privé. En particulier, dans ce contexte de problèmes de capacité occasionnés par le vieillissement des fonctionnaires, ce phénomène concerne très certainement les dirigeants hautement qualifiés et les personnels techniques. Par ailleurs, les réformes des retraites n'ont pas encore complètement résolu les problèmes rencontrés par les personnes qui aimeraient travailler dans le secteur public si elles pouvaient bénéficier d'une plus grande flexibilité. Ce rapport est disponible en anglais sur

http://oberon.sourceoecd.org/vl=16275756/cl=22/nw=1/rpsv/workingpapers/19934351/wp_5l4tdjcj61r8_long_en.htm

Election d'un jeune responsable syndical au Guatemala



L'ISP félicite Samuel Hernández pour sa récente élection en tant que représentant syndical au Conseil exécutif de l'entreprise nationale d'électricité (INDE) du Guatemala, une des plus grandes entreprises publiques de distribution du pays. A 29 ans, Samuel est un jeune responsable syndical de l'affilié de l'ISP STINDE. Il prépare également sa dernière année d'études d'ingénieur industriel.

en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distribuer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

International des Services Publics
www.world-psi.org communications@world-psi.org